
Géraldine Santrot

Professeur agrégé de philosophie



Conseil national des villes
28 mars 2018

Témoignage d'un professeur de philosophie en lycée public (Lycée Jean Vilar de Plaisir)

C'est un grand honneur pour moi de parler ainsi devant vous après trois intellectuelles. Merci beaucoup au Conseil de me recevoir, et particulièrement à Sylvie Durand-Trombetta de m'avoir invitée. Ces dames ont présenté leurs livres et le résultat de leurs travaux, alors que j'ai le sentiment de n'avoir à vous offrir que la rationalisation d'une multitude d'anecdotes.

C'est pourquoi je me suis demandée ce que mon expérience pouvait vous apporter compte-tenu de la commande du ministre. J'exerce depuis 25 ans, dans des lycées fort variés : après avoir débuté en province dans une ville ouvrière de Normandie, j'ai exercé dans des lycées bourgeois de la banlieue ouest mais aussi à Poissy, à Beaumont sur Oise. Mes deux derniers postes ont été Trappes-Plaine de Neauphle et Plaisir (le quartier Politique de la Ville du Valibou est de l'autre côté de la rue. Le lycée accueille un public socialement très mixte, issu de familles de milieux populaires mais aussi de familles bourgeoises ayant choisi cette banlieue tranquille pour habiter de vastes maisons confortables.). Je reçois dans ma classe de terminale des jeunes filles (environ 17 ans) juste avant leur diplôme secondaire (depuis quelques années, à mon initiative, j'interviens aussi en première et en seconde). Autrement dit, elles passent dans ma classe juste avant d'investir les espaces publics en temps qu'adultes.

De quelles ressources disposent-elles pour le faire librement, c'est-à-dire au bénéfice de la poursuite de leur propre projet ? Ces ressources sont-elles les mêmes que celles des jeunes filles qui vivent dans d'autres quartiers ?

Fonctionnaire de la République et en charge de leur transmettre un enseignement élémentaire en philosophie, cette question me tient à cœur : ces jeunes filles sont-elles en mesure autant que les autres des autres quartiers de se projeter librement dans leur avenir, d'investir l'espace social en décidant pour elles-mêmes de façon comparable à celle des garçons, c'est-à-dire en œuvrant à leur propre promotion ? Car la promesse républicaine me semble précisément consister en ceci : que chacun(e), dans un espace d'égalité des droits, puisse œuvrer à sa propre promotion.

Un double constat de départ

Une grande variété des situations et des parcours des jeunes filles (et de leurs mères) et une concentration de facteurs négatifs

Il ne m'est pas donné d'observer de différence qualitative de ce point de vue avec ce que j'observe dans mon propre quartier (Paris XIV), mon propre environnement social.

Mais il existe dans les quartiers populaires une concentration de facteurs que l'on trouve aussi ailleurs et qui vont peser plus fortement sur les choix de ces jeunes filles alors même qu'elles disposent le plus souvent de moins de moyens à mobiliser au service de ces mêmes choix.

1er facteur : un plus fréquent manque d'ambition pour elles

Il s'agit d'abord d'une attitude des familles, qui font preuve de moins d'ambition pour elles que pour les garçons de façon plus fréquente que dans les autres quartiers. On se satisfera plus aisément d'un choix d'études moins longues par exemple ou d'un projet professionnel moins rémunérateur.

Beaucoup de jeunes filles intériorisent ce manque d'ambition, d'autant plus que l'investissement dans les études supérieures est coûteux. Il ne s'agit pas tant du coût financier, que les familles sont le plus souvent prêtes à assumer, que du coût symbolique représenté par le fait de quitter le domicile familial pour aller vivre sur le lieu de formation s'il est éloigné : si aucun parent ne peut les accueillir sur place, la crainte est grande que ces jeunes filles logées en foyer ou en colocation ne se dévergentent : « mais ça va être la fête ! Elle va fréquenter des gens qui lui présenteront des garçons. » peut-on entendre alors.

De plus, bien des jeunes filles de ces quartiers jouent un rôle de nounou gratuite au sein de leur propre famille, en particulier les aînées.

Par conséquent le risque est grand de se résigner d'avance à une forme de médiocrité, même pour les plus capables scolairement et de chercher à s'affirmer par la quête d'un statut maternel. Par exemple, la seule élève de ma TL à avoir échoué au baccalauréat l'an passé s'est entendu dire par son père : « Ne t'inquiète pas, ma fille, Dieu prépare pour toi quelque chose de mieux. » Que peut-il bien y avoir de mieux pour une jeune fille de 17 ans que d'obtenir son diplôme, sinon le mariage ? D'où les efforts du lycée pour qu'elle soit de nouveau scolarisée chez nous au lieu de la Plaine de Neauphle, où les conditions d'études sont plus difficiles et où elle n'aurait probablement pas fait l'effort de se rendre en bus pour un trajet de 5 km.


Il est à noter que tous les quartiers sont touchés par la conjonction :

- d'une compétition accrue du fait de 40 ans de crise économique (Peut-on encore parler de « crise » pour une si longue séquence ?) et d'un manque général de perspectives. Dans ces conditions, tous recourent à leur réseau social pour solliciter mises en contact et recommandations auprès de connaissances susceptibles de les propulser. Mais cela impacte plus fortement les jeunes filles des quartiers populaires en les rendant plus dépendantes encore des exigences de conformité comportementale de leur milieu.

- et de l'idéal familialiste de notre société qui a fait de la mère la figure socialement la plus valorisée.

Traduction :

1°/ De nombreux abandons des études en cours, même quand on a validé les examens de la première année. Je pense en particulier à deux anciennes élèves que j'ai revues récemment à la caisse du Lidl local et qui avaient réussi leur première année de BTS. Elles ont justifié leur abandon par le manque d'intérêt, ayant été refusées dans le BTS commerce international qu'elles désiraient à cause du défaut de maîtrise de l'anglais. Ma suggestion d'aller faire caissières en Angleterre pour revenir en parlant cette langue a été accueillie par « Madame, vous n'y pensez pas ! Tout le monde va penser que je mène une mauvaise vie là-bas. » La crainte



pour la réputation et la plus grande facilité à se marier si l'on reste dans son environnement familial (qui fournit des occasions de rencontres appropriées) décourage toute recherche d'acquisitions de compétences au moyen d'un départ temporaire.

2°/ Quelle promesse matrimoniale pour ces jeunes filles ? Certaines sont fiancées dès la terminale, et fières d'arborer les objets qui le symbolisent. Si, pour les catholiques, il s'agit principalement de la bague dite « de fiançailles », mes élèves fiancées portent fièrement le sac à mains luxueux offert par le fiancé, suscitant l'admiration de leurs camarades « Vous voyez Madame, elle a un bon fiancé ! ». Il y a aussi le cas des jeunes filles, après 16 ans, qui partent « en vacances » et disparaissent à la rentrée de septembre alors que la famille n'a pas déménagé. On peut alors supposer qu'elles ont été mariées « au pays ». C'est surtout vrai dans les lycées professionnels mais je l'ai moi-même observé au Lycée Adrienne Bolland de Poissy lorsque j'y exerçais.

D'ailleurs, qui épousent-elles ? Les jeunes filles d'origine étrangère sont plus exposées que les autres à se lier à un mari venu du pays d'origine, moins diplômé et moins adapté qu'elles, avec un risque accru qu'il reparte après quelques années. A Trappes, j'ai aussi observé cela chez des mères originaires d'Afrique noire, femmes ayant vécu la polygamie subie (sur place ou parce que le mari entretient une famille au pays), les mœurs légères des maris, des destins de femmes douloureux mais qui surprennent tant elles sont souvent combatives. La plupart travaillent, dans un contexte de précarité (temps partiel subi, horaires morcelés, notamment pour celles qui travaillent hors du quartier dans les services à la personne – où les femmes d'origine africaine sont appréciées sans que je puisse dire s'il s'agit d'un préjugé des employeurs ou d'une disposition réelle, d'un « habitus¹ » particulier qui les rendrait plus aptes). Elles sont souvent absentes le soir quand les enfants rentrent de l'école, à cause de ces conditions de travail. Elles recherchent moins la remise en couple que leurs voisines du cru² ou maghrébines, avec la double conséquence qu'il y a rarement d'hommes aux crochets (on voit par ailleurs beaucoup de maris qui perçoivent allocations familiales et autres revenus de transfert et accaparent le salaire de l'épouse en ne travaillant pas eux-mêmes) mais aussi pas d'homme à la maison pour y tenir un rôle de père.

Il y a donc une reproduction d'inégalités plus forte que dans les autres quartiers et plus encore chez les jeunes filles d'origine étrangère que chez les autochtones : prégnance du modèle de familles plus nombreuses, disposant de moins de capital scolaire et financier, dont les enfants ont d'emblée moins de chances que les autres de se promouvoir.


Reste le développement d'un capital social qui passe par la soumission à une normativité différente. Le développement de cette normativité différente nous conduit au deuxième facteur.

2ème facteur : les effets d'un relativisme culturel qui se répand et contamine les écoles et services sociaux, mais aussi les esprits des plus petites.

Pour les acteurs des services publics, il s'agit le plus souvent de s'adapter à ce que l'on perçoit comme le « la » de l'opinion, cf. la perméabilité de plus en plus visible des politiques publiques aux revendications de certaines

¹ J'utilise ce terme que la sociologie a emprunté à Aristote pour désigner une manière acquise, d'être et de se comporter, résultat de l'empreinte culturelle de type social laissée sur la personnalité de l'individu par les diverses configurations (systèmes d'interdépendance) au sein desquelles celui-ci agit.

² J'ai des difficultés à employer l'expression « français de souche », en particulier du fait de l'existence du site crapoteux Fdesouche et du discours du PIR (Parti des Indigènes de la République) sur les « souchiens ». En attendant d'avoir trouvé un meilleur terme, je dis « du cru » ou « autochtones ».



idéologies et groupes différentialistes, parfois au point de créer une assignation à résidence identitaire en croyant bien faire.

Je pense en particulier à l'expérience que j'ai faite à la rentrée de septembre dernier dans la nouvelle cantine du lycée, installée après des travaux : le jour où la côte de porc était au menu, le plat de substitution était caché sous une jardinière de légumes et ne pouvait donc être demandé par des convives qui ne le voyaient pas. Mais la jardinière était retirée lorsque se présentait quelqu'un qui, selon son apparence, pouvait être de confession musulmane. Je m'en suis émûe, considérant que je n'avais pas à me voir imposer le porc, d'autant que j'aurais pu être une convertie. Le cuisinier, très gêné, m'a assuré qu'il tenait à ce que l'on ait toujours le choix dans sa cuisine et j'ai compris que la décision venait probablement de l'intendance et d'un arbitrage sur le coût de fabrication des repas. Ma détermination à faire toute la publicité nécessaire à cette affaire étant évidente, le cas ne s'est plus représenté. Pourquoi présupposer une adhésion religieuse à la simple vue du convive ? Pourquoi un(e) convive ne pourrait-il profiter du repas collectif pour essayer un aliment interdit chez lui ? Pourquoi la liberté de certains croyants de bénéficier d'un menu de substitution devrait-elle entraîner l'obligation pour les non-croyants de consommer l'aliment interdit aux autres ?

L'importation et l'expansion d'autres modèles culturels (traditionnels, religieux ou se prétendant tels) a plusieurs conséquences néfastes sur la liberté de choix et de comportements des jeunes filles :


* une **plus difficile accessibilité à la parole publique** qui se conjugue à l'intégration d'une prédisposition à ne pas s'affirmer. Plus on s'élève dans le tissu social, plus cela a tendance à s'annuler.

* un **accès plus rare à certains espaces accaparés par les garçons**. Là encore, ce phénomène s'observe aussi hors des quartiers populaires quoique moins fréquemment. Mais il existe dans mon propre quartier (Paris XIV) : square du Chanoine Viollet ont été installés des tables de ping pong en béton et un mini-terrain de basket entouré de grilles élevées et de bambous. Les filles pratiquent toutes le basket et le ping pong au collège et au lycée mais je ne vois jamais de filles sur ces équipements monopolisés par des bandes de garçons (ou de jeunes hommes selon les jours).

* une **autocensure vestimentaire et comportementale**, dont il est **difficile de les faire parler**. Soit les copines poussent à se taire, comme si l'exposition à mon discours était à craindre ou comme si la façon dont on vit devait être tue, soit la justification est présentée sur le mode de l'évidence donc sans argument autre que « il faut faire comme ça ». A l'occasion de la journée du 8 mars cette année, j'ai pourtant réussi à faire discuter un peu des élèves filles : j'ai raconté comment moi-même, lorsque j'enseignais à Beaumont sur Oise, je m'habillais avec ce que se rapprochait le plus d'un scaphandre pour aller travailler sauf les jours de conseils de classe (la solennité de l'événement me protégeant de l'excitation des garçons sur une tenue identique à celle que je portais dans mon propre quartier). Il faut dire que l'année précédente, une collègue d'espagnol était venue en jupe, ce qui avait mis les premières en grand émoi au point que l'un d'eux lui avait montré sa culotte. Ma collègue, jeune et « punchy » avait insisté pour qu'il soit sanctionné (trois jours d'exclusion, ce qui à l'échelle des sanctions dans ce lycée à cette époque-là était une punition chère) et ses camarades avaient bien sûr l'année suivante élu un leader pareil délégué de classe (ce qu'il était quand je l'ai eu comme élève). Ce récit a déclenché la parole du groupe et j'ai entendu de la part de plusieurs filles des choses étonnantes :

- « Madame, y a jupe et jupe !

- Comment ça ? Oui, il y a la jupe crayon, la jupe midi, la jupe culotte, la jupe à plis creux...



- Oh Madame, vous avez bien compris : si, la fille, elle se respecte pas elle-même... si elle fait par exemple des trucs chelous... »

Quand je demande si la fille fait des « trucs chelous » toute seule, il m'est répondu que « c'est normal que le garçon, lui, il profite ».

J'insistai et demandai si je comprenais bien : le garçon profite donc de nous (puisque je m'incluais dans le sort des filles et des femmes). Et nous, quand profitons-nous ? Là, les réactions ont été le mutisme sous ses formes variées, mutisme recroquevillé ou air choqué, parfois sourire mais plus du tout de mots.

Cette discussion illustre un phénomène auquel nous assistons qui est la confiscation de la valeur de pudeur.

Je m'en aperçois un peu plus chaque début d'année lors du cours sur le mythe de Prométhée³ : Zeus offre la politique aux hommes sous la forme de deux vertus, la justice⁴ et la pudeur⁵. Quand je les définis, on ne me répond « pas de maillot de bain sur la plage » et « mode pudique ». Les jeunes filles ont beaucoup de mal à justifier qu'il leur semble impudique d'être en maillot (encore une évidence prétendue) et à accepter que ce soit insultant pour moi qu'elles prétendent porter la « mode pudique ». J'explique que si elles portent la « mode pudique », cela implique donc que mes vêtements sont impudiques. On me répond : « Mais Madame, c'est pas contre vous ! ». Or, de fait, si, en toute logique, cette dénomination crée une dichotomie entre les femmes qui ont de la pudeur et les autres qui n'en ont pas. Il eut alors être tentant de se valoriser en étant la plus prude de la bande.

D'ailleurs le sujet de la sexualité est un privilège des garçons. Quand il est besoin d'y faire allusion dans le cours, bien des filles se tassent sur leurs chaises, rentrent leurs épaules et se taisent alors que les garçons deviennent très bruyants : une dynamique collective se met en place instantanément à coups de rires et d'interpellations mutuelles visant à saturer l'espace sonore. J'y vois une façon de couvrir tout autre discours que le leur sur ce sujet, donc d'essayer d'empêcher aussi le mien et de montrer que ce sujet leur appartient.


Il est à noter que les élèves ont beaucoup de mal à justifier leur position sur ces sujets : la complicité des femmes avec le patriarcat semble se vivre sur le mode de l'évidence et se couple parfois d'une revendication d'un modèle de féminité culturellement différent. Or, pour ce qui est de vivre concrètement l'égalité femmes-hommes, il n'y a qu'un seul modèle fonctionnel et efficace, celui de l'universalité des droits et des devoirs.

Ce qui amène à se demander : **comment ces femmes élèvent-elles leurs fils ?** La sexualité semble vécue sur le modèle d'un double étalon : valorisant pour les garçons, au contraire dégradant pour les filles. Pourquoi ne pas apprendre la continence sexuelle aux garçons plutôt que de s'efforcer de rendre les femmes inaccessibles ? Les hommes ne sont pas des bêtes sauvages ; ils peuvent apprendre à contrôler leur excitation pour vivre en société et interagir paisiblement avec les femmes.

³ Dans le *Protagoras* de Platon, l'interlocuteur de Socrate raconte le mythe de l'origine de l'espèce humaine, moins bien pourvue que les espèces animales et à laquelle le titan Prométhée offre la maîtrise du feu et des techniques pour la sauver. Le dieu majeur Zeus donne alors aux hommes l'art de vivre en vue du bien commun, autrement dit la politique, pour qu'ils puissent se répartir le travail social et bénéficier collectivement des techniques reçues.

⁴ Justice = aptitude à vivre selon la loi.

⁵ Pudeur = aptitude à ressentir de la honte quand les autres savent que j'ai mal agi et à contenir mes passions pour ne pas être incommodant en société.



Pourquoi les femmes ne sont-elles pas à l'aise avec leur propre désir ? Les femmes libérées sexuellement sont dévalorisées au point que, lors des interventions annuelles en seconde de la conférencière de la Planification familiale, les questions des filles tournent principalement autour de la virginité, curieusement définie comme l'absence de pénétration vaginale. Alors que les garçons biberonnent du porno de plus en plus précocement, les filles expriment des réticences à assister à la conférence en se justifiant de son inutilité : « Le mari saura. » L'ignorance semble devenir le signe de l'innocence et de la pureté. Quid de l'initiation sexuelle de ces jeunes filles ? Comme pourraient-elles ne pas être exposées à débiter leur vie sexuelle avec des pratiques par ailleurs considérées comme extrêmes ? Et comment puis-je refuser une pratique si c'est le mari qui « sait » ? S'il sait, c'est à lui de dire ce qu'il faut faire.

J'y vois un **grave signe d'involution**, c'est-à-dire d'une tendance à rebours de l'histoire de notre société. Ce sont des signaux d'alerte pour les femmes de ma génération, entrées dans la vie adulte à une époque où l'on pouvait croire s'être extraites, péniblement, de ce double standard homme/femme. Nous n'avons pas connu l'époque victorienne mais nous savons d'où nous venons et avons l'impression que les acquis se fragilisent très vite alors même que l'on s'attendait à un renforcement.

Ce retour du passé se couple à **l'arrivée d'une contre-culture** selon laquelle le corps et la destinée des femmes ne leur appartiennent pas mais appartiennent au groupe. Ce type de régulation sociale relève de la structure tribale, dans laquelle le social, le politique et le religieux sont confondus : la société y exerce un contrôle complet et permanent sur chacun de ses membres. En cela, ce type de fonctionnement est par définition hors du champ républicain, lequel suppose que si j'ai fait tout ce que la loi exige et rien de ce que la loi interdit, le reste est à ma libre appréciation et ne regarde que moi.

Comment cette prétendue « pudeur » vestimentaire peut-elle si aisément se présenter comme une valeur, et même une valeur féministe ?

Pourquoi une femme serait-elle respectable à la condition que son corps soit couvert (il ne s'agit pas seulement du foulard de tête mais bien de la peau, des poignets et chevilles souvent) ?

Hypothèse 1 : les religions récupèrent des réactions identitaires de gens qui ne maîtrisent pas les codes sociaux environnants (qu'il s'agisse du ¼ monde du cru ou bien de populations d'origine étrangère récemment installées et que les organisations ouvrières ne socialisent plus comme c'était le cas jusque dans les années 80). Or les mœurs servent précisément à vivre ensemble, à décoder et anticiper le comportement d'autrui. La cohabitation de gens se réclamant de mœurs différentes occasionne inévitablement incompréhension et malentendus donc conflits. On observe chez les jeunes cette tendance à se victimiser par incapacité à s'adapter aux attentes d'un interlocuteur qui, lui non plus, ne comprend pas leurs modes d'expression.

Hypothèse 2 : les hommes ne peuvent maîtriser la reproduction et donc la descendance. Ce sont les femmes qui font les enfants et l'homme peut toujours avoir un doute sur sa paternité. C'est d'ailleurs pourquoi les juifs disent qu' « on sait toujours qui est la mère » et que la judéité se transmet par la mère. D'où une tendance à contrôler le corps et la sexualité des futures mères.

A cet égard, la norme réactionnaire s'est objectivée, plus encore dans ces quartiers-là que dans le mien, car le contrôle du groupe y est plus prégnant. Certaines organisations de quartier, formelles (associations culturelles ou prétendument de soutien scolaire) ou informelles (le groupe de pairs = la classe d'âge) la représentent activement.

Conséquences :

- une société à la découpe, de futures adultes qui n'ont pas la même vie que celle de leurs camarades alors qu'elles sont dans la même classe. Pensons en particulier aux jeunes filles qui pleurent en classe lors du cours sur l'intégrité de la personne humaine et l'interdit des mutilations alors que leurs camarades européennes d'origine ignorent ce qu'est l'excision⁶.

- une sociabilité contrôlée qui évite l'exposition à un contre-discours et la découverte de l'intimité de l'autre : que se passe-t-il pour une jeune fille qui n'a pas l'autorisation d'aller goûter, dîner, dormir chez les copines qui vivent selon d'autres codes ? Le développement amical se fait à deux vitesses, le temps de l'amitié est limité au temps de l'école.

Ainsi à la différence culturelle est apportée une réponse de non-mixité, culturelle et sexuelle, qui empêche de percevoir que l'autre n'est pas un danger.

On assiste au développement de conflits de loyauté entre la culture familiale et de plus en plus celle du groupe des pairs d'une part et le modèle républicain présenté par l'école d'autre part.

En réponse, beaucoup de nos élèves « bricolent » au sens de Lévi-Strauss⁷, grapillent les outils symboliques qui leur semblent convenir à leur sensibilité et à leur projet. Mais c'est surtout vrai des plus individuées et des plus fortes donc plus aptes à briser la chaîne de reproduction pour leur propre promotion (au risque d'être perçues comme des « mauvaises »).

En termes d'égalité des chances, les arbitrages vont peser plus lourds pour les jeunes filles d'origine étrangère et/ou inscrites dans un modèle religieux (chemin matrimonial, études avortées, pression plus forte donc arbitrages plus coûteux et douloureux car il faudra sacrifier plus). Je serais tentée de parler de « forum shopping culturel » entre le modèle familial et occidental, comme il existe chez les juristes un « forum shopping légal⁸ ». Les plus fortes, les plus douées⁹, vont faire une synthèse intelligente, je veux dire par là qu'elle leur profite, au bénéfice de leur projet. Les plus fragiles vont être broyées par les exigences du groupe qui offre un mode d'emploi de l'existence tout prêt, fourni par la tradition et la religion (le plus souvent fantasmées et reconstruites) ou le groupe des pairs, d'autant plus qu'il y a là des valeurs de contrôle qui rassurent.

⁶ Le plus souvent, il s'agit de jeunes filles d'origine malienne. Je dois avouer que je ne sais pas quoi faire face à ces larmes : je ne suis pas là pour faire pleurer les élèves et je ne sais que dire pour les reconforter. Mes efforts de vigilance et de délicatesse ne suffisent à empêcher leur survenue. L'an passé, je me suis adressée en fin de leçon à une élève qui avait pleuré en lui disant, ainsi qu'à ses copines, que quand on sent que l'on est bouleversée ou qu'une copine l'est, il suffit de me demander doucement si l'on peut changer de sujet. La jeune fille m'a répondu : « Ce n'est pas de votre faute, Madame, cela m'a juste rappelé des choses. ».

⁷ Claude Lévi-Strauss utilise la métaphore du « bricolage » pour parler de la façon dont un agent puise dans un stock (la boîte à outils) de matériaux et d'instruments disparates et de provenances diverses, recueillis sans référence à un quelconque projet, mais qu'il va arranger, agencer de manière nouvelle afin de se tirer d'affaire dans la tâche qui lui incombe de façon présente.

⁸ Le *forum shopping* désigne, en droit international privé, la possibilité qu'offre à un justiciable la diversité des règles de compétences internationale de saisir les fors, autrement dit les tribunaux des pays appelés à rendre la décision la plus favorable à ses intérêts.

⁹ A bien sûr entendre au sens de celles qui ont le plus de dispositions innées, de ressources spontanées (les moins timides, les plus combatives, les plus délurées etc).

Conclusion :

Peut-être la réponse à ces situations si diverses et inégalitaires passe-t-elle par un **renversement de paradigme**. Plutôt que de se demander s'il faut faire des politiques publiques en faveur des femmes ou si les politiques publiques doivent être unisexes, se demander si les femmes ont accès aux mêmes bénéfices de ces politiques publiques que les hommes.

En somme, lorsqu'il s'agit de concevoir et de mettre en œuvre une politique publique, toujours se demander : **le bien-être des jeunes filles et des femmes y est-il une priorité ?**

Plus spécifiquement, il convient **d'aider les jeunes filles à concrétiser professionnellement**. Ce point, encore une fois, n'est pas spécifique aux quartiers Politique de la ville et les femmes de mon propre environnement se posent la question de l'arbitrage entre vie familiale et vie professionnelle, surtout quand il s'agit d'accepter une promotion. Mais les jeunes filles de ces quartiers-là ont plus besoin d'être soutenues.

Ma note d'espérance vient de ce que je ressens qu'elles ont un discours plus clair là-dessus qu'il y a quelques années. Par exemple, à l'occasion de la résurgence de l'Affaire Bertrand Cantat, les filles ont massivement réagi en acquiesçant au fait que l'on part dès la première gifle, qu'il est plus facile de partir si l'on dispose d'un salaire (même celles qui se projettent déjà dans un avenir de femmes au foyer)... Ainsi en renforçant leurs ressources et en les confortant dans le sentiment que la République les soutient dans leur effort d'émancipation et de progrès personnel, **il est encore possible d'éviter qu'elles intègrent l'idée d'un féminisme différentialiste qui les piègerait**. Car le féministe indigéniste¹⁰ est arrivé et il est offensif dans sa propagande (« Remballe ton féminisme blanc ! » dit Lallab).

Pourquoi est-ce un objectif légitime de politique publique ?

Premièrement parce que prétendre préserver la dignité des femmes en bridant leur sexualité, leur ambition, leur affirmation individuelle est très pervers.

Deuxièmement parce que le différentialisme change le régime de normativité. Et quand la norme change, elle change pour tout le monde¹¹, dans tous les quartiers, et aussi pour les hommes.

Je vous remercie de votre attention.

¹⁰ Pensons à H. Bouteldja du Parti des Indigènes de la République qui, dans son livre *Les blancs, les juifs et nous*, revendique le fait pour une femme musulmane d'appartenir à sa famille, à son quartier, à sa religion et à son peuple (par-là elle veut dire : les arabes).

¹¹ Permettez-moi ici de procéder à une analogie. Depuis 4-5 ans, les collègues de théâtre nous ont rapporté que des familles qui ont en début d'année en toute connaissance de cause inscrit leurs filles aux cours de théâtre protestent en fin de premier trimestre quand il s'agit des représentations des formes théâtrales travaillées dans le cadre de l'option. Les professeurs expliquent pourtant bien lors de l'inscription que cette option implique de sortir le soir pour assister à des représentations et de soi-même participer à des représentations. Mais au moment de les présenter, ils se heurtent à un refus qui se transforme en condition : elle peut participer si elle porte son voile sur scène (il y a là une manière de nous faire accepter des accommodements au titre du moindre mal, comme le burkini qui permettrait qu'elles aillent à la plage : l'élève, certes, porterait son voile mais au moins elle ferait l'option). Le cas a d'abord été signalé en banlieue sud, à Massy-Palaiseau et au Plessis-Robinson, puis Chilly-Mazarin. Et cette année, dans mon lycée à Plaisir. J'ai soutenu le collègue de théâtre en expliquant que si une jeune fille joue voilée alors que son rôle ne le nécessite pas, cela change le jeu des autres actrices/acteurs, la mise en scène et finalement le sens de toute la pièce. Il en va de même pour la norme sociale : si l'un des acteurs de la vie sociale agit selon une autre norme, cela change le régime de normativité pour tous.